CONJONCTURE ECONOMIQUE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Actualisation au 30 janvier 2025

L'activité est en demi-teinte sur cette fin d'année 2024. Au niveau national, le PIB diminue quelque peu au 4e trimestre (-0,1 %) et les enquêtes de conjoncture se sont dégradées au cours des derniers mois de l'année. Dans la région, l'emploi stagne et le taux de chômage augmente légèrement au 3e trimestre 2024. L'intérim, qui est un indicateur avancé de la situation économique, continue de se replier au 3e trimestre mais cette baisse se concentre dans seulement trois départements de la région. Au 4e trimestre, la demande d'emploi de catégorie A augmente nettement dans un contexte économique morose auquel s'ajoute des évolutions administratives et de politique publique. Après une importante augmentation en 2023, les procédures collectives et restructurations progressent nettement en 2024.
Cependant, les enquêtes de conjoncture dans la région font état d'une hausse de l'activité notamment dans les services marchands hors intérim et l'industrie agroalimentaire.

L'ACTIVITE EN DEMI-TEINTE AU 4E TRIMESTRE

Le produit intérieur brut (PIB) français en volume se replie quelque peu au 4e trimestre 2024 (-0,1 % après +0,4 %), en partie par contrecoup des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. La consommation des ménages ralentit ce trimestre et l'investissement se stabilise. Le commerce extérieur contribue négativement à la croissance : les exportations diminuent ce trimestre tandis que les importations rebondissent.
Par ailleurs, le climat des affaires s'est dégradé fin 2024 dans la plupart des secteurs d'activité et se situe en janvier 2025 en dessous de sa tendance de long terme.

UNE HAUSSE D'ACTIVITE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE DANS LES SERVICES MARCHANDS HORS INTERIM ET L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

Dans la région, d'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France[1], les commandes dans l'industrie sont en baisse tant à l'exportation qu'à l'importation. L'activité sur la fin d'année a été pénalisée en partie par les fermetures de fin d'année et un rebond est attendu pour le mois de janvier. L'activité est vigoureuse dans l'industrie agroalimentaire bénéficiant du regain d'activité lié aux fêtes de fin d'année. Néanmoins

[1] « La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté », Tendances régionales, Banque de France, janvier 2025.

l'augmentation des prix de certaines matières premières (cacao, sucre, beurre, etc.), peu répercutée sur les prix de vente, commence à peser sur les trésoreries. Dans la fabrication de matériels de transports, la production recule nettement avec la fermeture des établissements en fin d'année, des contraintes de production et difficultés d'approvisionnement pour certains. Les commandes demeurent à des niveaux faibles. Dans les autres produits industriels, en particulier dans le travail du bois, le papier et le carton ainsi que la métallurgie, la production chute et les carnets de commande continuent de se dégrader.
Dans les services marchands, l'activité progresse de nouveau dans la plupart des secteurs, à l'exception de l'intérim.
L'activité dans le bâtiment repart quelque peu, portée par le second œuvre.

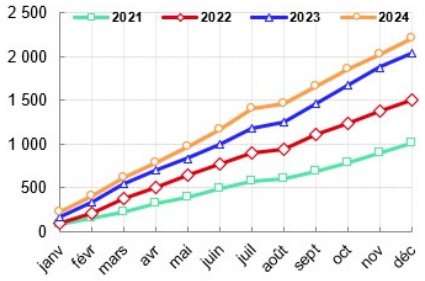
LES PROCEDURES COLLECTIVES ET LES RESTRUCTURATIONS AUGMENTENT NETTEMENT EN 2024

Le nombre de défaillances d'entreprises augmente de 7,8 % en 2024 par rapport à 2023. Environ 2 204 procédures collectives ont été ouvertes dans la région (sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire directe) contre environ 2 050 en 2023. Le nombre d'emplois menacés augmente en un an : près de 7 240 salariés travaillent dans une entreprise faisant l'objet d'une procédure collective entre en 2024, soit +5,2 % par rapport à 2023. Le nombre d'emplois menacés augmente dans l'ensemble des départements de la région à l'exception du Jura.

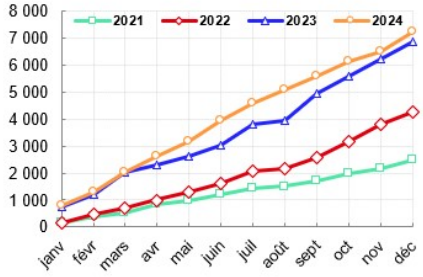
Les ruptures de contrats de travail envisagées dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) sont également plus élevées en 2024 qu'en 2023.

Procédures collectives RJ ou LJ directe

Ouvertures de procédures collectives - cumul mensuel

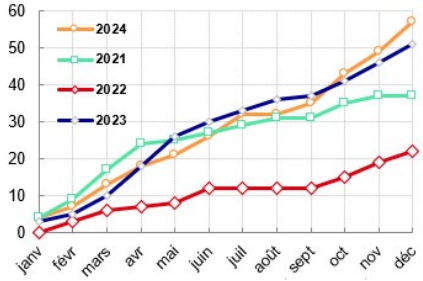


Emplois menacés - cumul mensuel

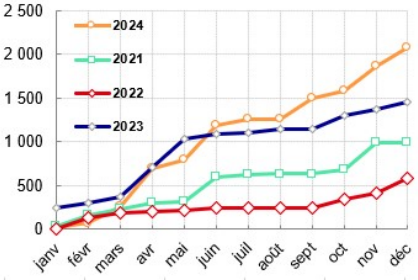


Plan de sauvegarde pour l'emploi

Nombre de dossiers - cumul mensuel



Ruptures de contrat envisagées* - cumul mensuel



*Ce nombre de suppressions de postes est celui indiqué après validation de la procédure par l'autorité administrative. S'il n'y a pas d'informations sur le nombre de suppressions on prendra s'il existe le nombre envisagé à l'ouverture du dossier.
Source : DGEFP-Dares – SI RupCo.
Champ : tous les établissements de la région impactés par un PSE /RCC dans notre région ou ailleurs

PEU DE RECOURS A L'ACTIVITE PARTIELLE

Le dispositif d'activité partielle permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou de suspendre leur activité, tout en compensant en partie la perte de salaire de leurs salariés. Le maintien de l'emploi et des compétences au sein des entreprises doit leur permettre ainsi de redémarrer plus rapidement leur activité. Au troisième trimestre 2024, le recours à l'activité partielle recule. Il reste cependant relativement élevé dans la métallurgie mais diminue nettement par rapport au début d'année dans la fabrication de matériels de transport, le transport et l'entreposage et la construction.

Une consommation d'activité partielle limitée en 2024

	janv.-24	févr.-24	mars-24	avr.-24	mai-24	juin-24	juil-24*	août-24*	sept-24*
Décisions d'autorisations									
Nombre d'établissements couverts	399	424	398	364	316	292	275	249	279
Heures autorisées	937 528	954 955	918 269	886 443	768 435	816 566	919 394	809 067	820 150
Nombre de salariés couverts	33 359	34 286	32 704	32 416	29 773	29 349	28 320	28 039	28 915
% salariés couverts	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%
Demandes d'indemnisations									
Nombre d'établissements	222	235	225	198	187	166	156	79	116
Heures indemnisées	212 426	276 819	184 289	178 481	160 257	108 005	100 191	26 319	70 342
Nombre de salariés indemnisés	8 307	8 300	7 652	7 037	6 481	4 239	3 729	1 263	2 287
% salariés indemnisés	1%	1%	1%	1%	1%	0%	0%	0%	0%
Taux de consommation									
heures indemnisées / heures autorisées	*23%*	*29%*	*20%*	*20%*	*21%*	*13%*	*11%*	*3%*	*9%*

Source : DGEFP-Dares
**Les données sont provisoires. À partir du mois d'octobre elles sont estimées à partir du SI APART.*
Avertissement : les consommations de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées en raison des remontées tardives des entreprises ; celles-ci ayant un an pour demander leur indemnisation.

LE MARCHE DU TRAVAIL FLANCHE

L'EMPLOI SALARIE STAGNE ENCORE ET LE TAUX DE CHOMAGE AUGMENTE QUELQUE PEU AU 3E TRIMESTRE 2024

Depuis 2022, l'emploi salarié est quasiment stable en Bourgogne-Franche-Comté. Au 3e trimestre 2024, il reste stable (+0,1 %) et demeure à un niveau élevé dans la région. Au niveau national, il augmente un peu plus fortement (+0,2 %). L'emploi salarié diminue dans l'industrie (-0,5 %) tandis qu'il est stable au niveau national. Les effectifs se replient surtout dans la construction automobile et atteignent leur plus bas niveau. L'emploi salarié diminue de nouveau dans la construction

L'emploi et le chômage au T3 2024

T3 2024	Emploi salarié		Taux de chômage	
	Effectifs (en milliers)	évol. trim.	Niveau	évol. trim.
Côte-d'Or	224	0,6%	5,9	0,2
Doubs	199	-0,3%	7,0	0,2
Jura	88	0,3%	5,4	0,1
Nièvre	65	-0,1%	6,9	0,1
Haute-Saône	69	-0,3%	6,7	0,1
Saône-et-Loire	192	0,2%	6,7	0,1
Yonne	110	0,0%	7,3	0,1
Territoire de Belfort	49	-0,3%	9,0	0,2
Bourgogne-Franche-Comté	**996**	**0,1%**	**6,7**	**0,2**
France hors Mayotte	**27 178**	**0,2%**	**7,4**	**0,1**

Sources : Insee, estimations d'emploi. Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim. Traitement Sese Dreets Bourgogne-Franche-Comté.

(-0,3 %) en lien avec les difficultés rencontrées dans l'immobilier. Dans le même temps les effectifs dans les services immobiliers se replie également.
À l'inverse, l'emploi salarié continue de progresser dans les services non marchands (+0,3 %) en particulier dans la santé (+0,8 %).

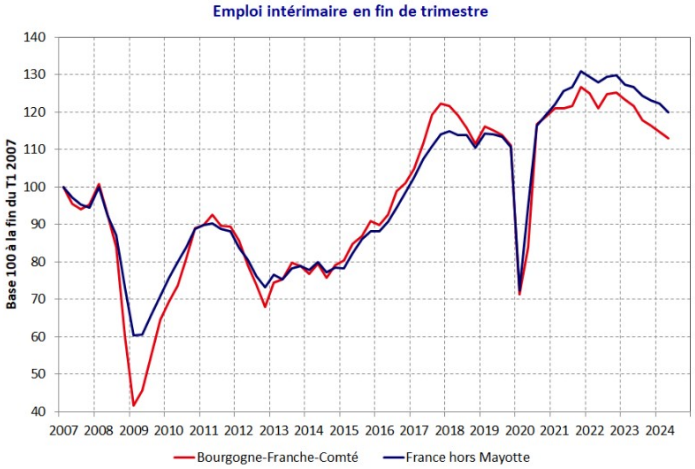
Le taux de chômage au sens du BIT augmente légèrement au 3e trimestre 2024 dans la région (+0,2 point). Il s'élève à 6,7 % de la population active et reste à un niveau faible. Il progresse un peu dans l'ensemble des départements de la région. Il augmente cependant un peu plus fortement dans la zone frontalière *(cf. encadré sur les difficultés du secteur horloger)* et dans les zones d'emploi de Belfort et Montbéliard.

LES DIFFICULTES DU SECTEUR HORLOGER

L'horlogerie suisse, principal débouché des entreprises régionales horlogères (majoritairement sous-traitantes) est aussi un important employeur de main d'œuvre frontalière.
Le secteur horloger suisse connaît depuis quelques mois une importante baisse de la demande, en particulier celle venant de Chine, son principal débouché. Des milliers de salariés seraient actuellement en chômage partiel dans ce secteur, ce qui pourrait se transformer dans les prochains mois par un nombre important de licenciements, en particulier chez les frontaliers.

LA BAISSE DE L'INTERIM SE CONCENTRE DANS TROIS DEPARTEMENTS DE LA REGION

Près de 32 700 intérimaires sont comptabilisés fin septembre 2024 dans les entreprises de travail temporaire de la région. L'emploi intérimaire diminue de nouveau ce trimestre : -0,7 %, soit 220 intérimaires en moins. Il baisse cependant moins fortement qu'aux trimestres précédents. Au niveau national, le nombre d'intérimaires diminue un peu plus fortement que dans la région (-0,9 %).
Contrairement aux trimestres précédents où l'intérim diminuait dans presque toute la région, ce trimestre le repli de l'emploi intérimaire se concentre dans trois départements. La baisse est particulièrement marquée dans le Doubs (-5,8 %) où les effectifs intérimaires s'effondrent dans le transport et l'entreposage (-25,7 %) et diminuent fortement dans la fabrication d'autres produits industriels (-9,1 %), en particulier dans la métallurgie et la fabrication de produits métalliques.
L'emploi intérimaire se replie dans une moindre mesure en Saône-et-Loire (-1,6 %) et dans la Nièvre (-0,6 %).
L'intérim (recours et emploi) diminue principalement dans les transports et l'entreposage et la fabrication d'autres produits industriels tandis qu'il progresse dans le commerce et l'industrie agroalimentaire.



Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese DREETS Bourgogne-Franche-Comté.

LA DEMANDE D'EMPLOI DE CATEGORIE A AUGMENTE NETTEMENT AU 4E TRIMESTRE 2024 [2]

Dans un contexte économique morose, la demande d'emploi de catégorie A augmente nettement au 4e trimestre 2024 en Bourgogne-Franche-Comté (+4,0 %) pour toutes les tranches d'âge et quel que soit le sexe. Il s'agit de la plus forte hausse depuis 2010 en dehors de 2020 dans un contexte de crise sanitaire. En France métropolitaine, elle progresse dans les mêmes proportions. Dans la région, la demande d'emploi de catégorie A progresse sur un an (+5,7 %). Cette hausse s'explique en partie par une évolution dans le formulaire d'actualisation de France Travail qui a conduit à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A et à réduire d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C.

Évolution de la demande d'emploi en Bourgogne Franche Comté

	4e trim. 2023	3e trim 2024	4e trim 2024	Variation trimestrielle	Variation annuelle
Demande d'emploi en fin de mois					
catégorie A	100 510	102 190	106 230	4,0	5,7
catégorie B	31 690	31 660	31 520	-0,4	-0,5
catégorie C	63 630	62 160	61 980	-0,3	-2,6
Ensemble	195 820	196 010	199 740	1,9	2,0
Demande d'emploi des femmes					
catégorie A	48 120	48 320	50 200	3,9	4,3
Ensemble	100 090	99 470	101 020	1,6	0,9
Demande d'emploi des 15-24 ans					
catégorie A	14 530	14 630	15 650	7,0	7,7
Ensemble	25 640	25 640	26 430	3,1	3,1
Demande d'emploi des 50 ans et plus					
catégorie A	28 630	29 140	30 040	3,1	4,9
Ensemble	55 040	55 540	56 220	1,2	2,1
Demande d'emploi de longue durée					
Effectif	109 290	109 440	112 010	2,3	2,5
poids	44,2%	44,2%	43,9%	-0,3	-0,3

Source: STMT DARES France Travail, données CVS.

Par ailleurs, la demande d'emploi de catégorie A augmente très fortement chez les moins de 25 ans (+7,0 %). L'inscription obligatoire à France Travail à partir du 1er janvier 2025 a fait l'objet d'une campagne de communication auprès des jeunes suivis en missions locales qui les auraient incités à anticiper leur inscription.

La demande d'emploi de catégorie A augmente dans tous les départements de la région : de +2,0 % dans le Jura à +5,7 % dans le Doubs.

[2] Pour en savoir plus : « *Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté* », DREETS et France Travail Bourgogne-Franche Comté, janvier 2025

POUR EN SAVOIR PLUS

PUBLICATIONS REGIONALES :

- « *L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté* », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, janvier 2025.
- « *Conjoncture de l'emploi en Bourgogne-Franche-Comté* », Insee, Urssaf et DREETS Bourgogne-Franche-Comté, janvier 2025.
- « *Indicateurs Trimestriels Régionaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi* », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, février 2025.
- « *Indicateurs Trimestriels Départementaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi* », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, à venir février 2025.
- « *Fiches territoires* », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, à venir février 2025.
- *Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté* », DREETS et France Travail Bourgogne-Franche-Comté, janvier 2025.
- *Tableau de bord de la conjoncture Bourgogne-Franche-Comté*, Insee (emploi, chômage, etc.).
- « *La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté* », Tendances régionales, Banque de France, janvier 2025.

PUBLICATIONS NATIONALES :

- « *Note de conjoncture nationale de l'Insee* », Insee.
- *Tableau de bord de la conjoncture, Insee (PIB, emploi, chômage, production, etc.)*.
- « *Chiffres du commerce extérieur* » (pour la région et les départements), Direction générale des douanes et des droits indirects : *https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf*

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury
Conception et réalisation : Émilie Vivas / Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté
5 place Jean Cornet
25041 Besançon Cedex
www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr